

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204576]

24 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, en particulier son article 20;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 34, modifié par le décret du 12 décembre 2014, 34bis, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, et 40, alinéa 2, modifié par le décret du 11 décembre 2013;

Vu l'arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'avis n° CD-15f18-CWaPE-1492 de la CWaPE donné le 18 juin 2015;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.935/2/V du Conseil d'Etat, donné le 2 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Le présent arrêté assure, pour ce qui concerne les compétences de la Région wallonne, la transposition partielle de la Directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 2003/54/CE ainsi que de la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE. ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est abrogé;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit : « "Commission" : commission locale pour la prévention des coupures et des interruptions de fourniture, en abrégé « Commission locale pour l'énergie », instituée par l'article 33ter du décret »;

c) le 4° est remplacé par ce qui suit : « "médiateur de dettes" : l'institution agréée en application de la partie 2, livre 1^{er}, du titre III du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, du Chapitre I du décret de la Communauté germanophone du 29 avril 1996 concernant la médiation et l'apurement de dettes et le médiateur visés à l'article 1675/17 du Code judiciaire »;

d) le 5° est remplacé par ce qui suit : « Fonds énergie et du développement durable" : fonds visé à l'article 51bis du décret »;

e) le 8° est remplacé par ce qui suit : "règlement technique pour la gestion du réseau de transport local" : règlement technique visé à l'article 13 du décret »;

f) le 9° est remplacé par ce qui suit : "règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité" : règlement technique visé à l'article 13 du décret. »;

g) le 12° est remplacé par ce qui suit : "registre d'accès" : le registre visé à l'article 2, 55°, du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci, approuvé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2011 »;

h) le 13° est abrogé. ».

Art. 3. L'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, est modifié comme suit :

1° la phrase « § 1^{er}. Le contrat de fourniture contient, au minimum, les informations suivantes : » est remplacée comme suit :

« § 1^{er}. Le contrat de fourniture et ses avenants contiennent, au minimum, les informations suivantes : »;

2° le o) rédigé comme suit est ajouté :

« o) les coordonnées de contact, en ce compris l'adresse de courrier électronique d'organismes indépendants de conseil aux consommateurs, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auprès desquels ils peuvent obtenir des conseils sur les mesures existantes en matière d'efficacité énergétique, sur les profils de référence correspondant à leur consommation d'énergie et sur les spécifications techniques d'appareils consommateurs d'énergie qui peuvent permettre d'en réduire la consommation. ».

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un 17° rédigé comme suit :

« 17° les coordonnées de contact, en ce compris l'adresse de courrier électronique, d'association de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organisme similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie. »;

2° le paragraphe 2 est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° les coordonnées de contact, en ce compris l'adresse de courrier électronique, d'association de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organisme similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie. »;

3° dans le paragraphe 4, les mots « soixante jours suivant la date de communication du relevé des compteurs transmis par le gestionnaire de réseau à la demande du fournisseur » sont remplacés par les mots « six semaines après que ce changement a eu lieu ».

Art. 5. Dans le même arrêté, un article *7bis* est inséré, rédigé comme suit :

« Art. *7bis*. Les sites Internet destinés aux particuliers contiennent au minimum les informations suivantes : les coordonnées de contact (y compris les adresses internet) d'associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organisme similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie. ».

Art. 6. A l'article *24ter* du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « Le producteur d'électricité » sont remplacés par les mots « Moyennant arrêté du Ministre pris après avis de la CWaPE, le producteur d'électricité »;

2° les paragraphes 2 et 3, abrogés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 sont rétablis dans la rédaction suivante :

« § 2. En vue de bénéficier de la garantie d'achat des certificats verts, le producteur d'électricité verte introduit auprès de l'administration un dossier en deux exemplaires et joint à sa demande :

1° une copie de tous les documents attestant du coût global des investissements relatifs à l'installation de production;

2° si le certificat de garantie d'origine n'a pas encore été octroyé à l'installation, une copie de tous les documents relatifs aux différentes aides perçues pour la réalisation de l'installation, notamment les aides à l'investissement;

3° une analyse financière déterminant le coût de production de l'électricité verte;

4° une déclaration sur l'honneur attestant que les informations communiquées sont complètes et certifiées sincères et véritables.

Lorsque la demande est introduite alors que l'installation ou l'une de ses unités de production n'est pas encore entrée en service, le demandeur joint à la demande une projection des données relatives aux documents visés aux 1° à 3° ainsi que la planification de l'investissement et la date probable de sa mise en service.

§ 3. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, l'administration prend contact avec le demandeur et sollicite auprès de la CWaPE une copie du certificat de garantie d'origine de l'installation concernée si celui-ci a déjà été octroyé.

Si le dossier est complet, et après avoir offert au demandeur la faculté d'être entendu, l'administration sollicite l'avis de la CWaPE dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande.

Si le dossier est incomplet, l'administration invite le demandeur à transmettre les documents requis. Lorsque le dossier est complet, et après avoir offert au demandeur la faculté d'être entendu, l'administration sollicite l'avis de la CWaPE dans les trente jours ouvrables de la réception des documents complémentaires.

Dans son avis, la CWaPE détermine la durée de l'obligation d'achat à charge du gestionnaire du réseau de transport local pour les certificats verts issus de l'installation considérée.

Le Ministre attribue, par arrêté, la garantie d'achat des certificats verts dans les trente jours de la réception de l'avis de la CWaPE. L'arrêté ministériel reprend la durée de la garantie d'achat fixée par la CWaPE; il est notifié au demandeur et au gestionnaire du réseau de transport local. ».

Art. 7. L'article *24quater* du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. *24quater*. La durée de l'obligation d'achat des certificats verts est déterminée par la CWaPE, sur base d'une méthodologie publiée par celle-ci, en tenant compte des éléments suivants :

1° le montant cumulé du prix d'achat des certificats verts doit permettre de compenser le surcoût de production par rapport au prix du marché pendant la durée d'amortissement de l'unité ou des unités de production considérées, en ce compris la rémunération du capital investi au taux de rentabilité de référence visé à l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelable ou de cogénération;

2° pour déterminer le surcoût de production, la CWaPE tient compte des éventuelles aides à l'investissement versées pour la réalisation de l'unité ou des unités de production considérées.

Si l'unité de production n'est pas encore mise en service à la date de la notification de l'arrêté visé à l'article *24ter*, la garantie d'achat des certificats verts par le gestionnaire du réseau de transport local ne vaut que si l'installation est mise en service dans les vingt-quatre mois suivant cette date. ».

Art. 8. Dans l'article *24sexies*, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, le dernier alinéa est abrogé.

Art. 9. L'article *24septies* du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. *24septies*. Par dérogation aux articles *24ter* et *24quater*, l'unité ou les unités de production composant une installation dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à dix kilowatt bénéficient de la garantie de rachat à charge du gestionnaire de réseau de transport local de leurs certificats verts pour une durée maximale de cent-quatre-vingts mois. La durée de l'obligation d'achat prend cours le mois suivant la mise en service de l'unité de production d'électricité verte concernée.

La CWaPE établit tous les deux ans un rapport sur les surcoûts de production des installations dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à dix kilowatt en vue d'analyser la pertinence de maintenir l'attribution automatique de la garantie visée à l'alinéa premier, pour les nouvelles installations. ».

Art. 10. L'article *24octies* du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. *24octies*. Le gestionnaire de réseau de distribution reçoit les demandes préalables d'octroi de certificats de garantie d'origine, de certificats verts ou de labels de garantie d'origine relatives aux installations de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance nette développable inférieure ou égale à dix kilowatt, raccordées au réseau et bénéficiant de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau de distribution.

Le gestionnaire de réseau de distribution est chargé d'instruire ces demandes conformément à la procédure établie par la CWaPE. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré un article *24octies/1* rédigé comme suit :

« Art. *24octies/1*. Les installations visées à l'article 38, § 6bis, du décret bénéficient conformément à la procédure prévue par l'article *24sexies*, de la garantie d'achat pour les certificats verts. Dans ce cas, par dérogation à l'article *24ter*, le producteur d'électricité verte n'a pas l'obligation d'introduire un dossier auprès de l'administration. Par dérogation à l'article *24quater*, la durée de l'obligation d'achat des certificats verts pour ces installations est égale à la durée d'octroi des certificats verts. ».

Art. 12. A l'article 25bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « l'article 37 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz. » sont remplacés par les mots « l'article 51bis du décret. »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « Fonds énergie » sont remplacés par les mots « Fonds énergie et du développement durable ».

Art. 13. Dans l'article 34 du même arrêté, le mot « CREG » est remplacé par le mot « CWaPE ».

Art. 14. Dans l'article 37bis, alinéa 1^{er}, inséré par l'arrêté du 28 février 2008, les mots « article 46, § 2, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz » sont remplacés par les mots « article 2, 58°, du décret ».

Art. 15. Dans l'article 45 du même arrêté, le mot « CREG » est remplacé par le mot « CWaPE ».

Art. 16. Les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du présent arrêté produisent leurs effets au 1^{er} juillet 2014.

Art. 17. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 septembre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204576]

24. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere seines Artikels 20;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 34, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, Artikel 34bis, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, und Artikel 40 Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 11. Dezember 2013;

Aufgrund des Erlasses vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des am 18. Juni 2015 abgegebenen Gutachtens der CWaPE Nr. CD-15f18-CWaPE-1492;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 2. September 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates 57.935/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

"Durch den vorliegenden Erlass werden, was die Zuständigkeiten der Wallonischen Region angeht, die Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG sowie die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG teilweise umgesetzt."

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 2 wird aufgehoben;

b) Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt: " "Kommission": die durch Artikel 33ter des Dekrets eingeführte lokale Kommission für die Verhinderung der Sperrung und der Unterbrechung der Versorgung, abgekürzt "lokale Kommission für Energie";

c) Ziffer 4 wird durch Folgendes ersetzt: " "Schuldenvermittler": die in Anwendung von Titel III, Buch 1, Teil 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Gesundheit und die Sozialen Maßnahmen, von Kapitel I des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 29. April 1996 über Schuldnerberatung und Entschuldung gegründete Einrichtung und der Schuldenvermittler im Sinne von Artikel 1675/17 des Gerichtsgesetzbuches";

d) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt: "Fonds für Energie und nachhaltige Entwicklung": der in Artikel 51bis des Dekrets erwähnte Fonds";

e) Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt: " "technische Regelung für den Betrieb des lokalen Übertragungsnetzes": die in Artikel 13 des Dekrets erwähnte technische Regelung. ";

f) Ziffer 9 wird durch Folgendes ersetzt: " "technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze": die in Artikel 13 des Dekrets erwähnte technische Regelung. ";

g) Ziffer 12 wird durch Folgendes ersetzt: " "Zugangsregister": das in Artikel 2 Ziffer 55 der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2011 genehmigten technischen Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen erwähnte Register";

h) Ziffer 13 wird aufgehoben..

Art. 3 - Artikel 4 § 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° der Satz " § 1. Der Liefervertrag enthält mindestens folgende Informationen" wird durch folgenden Satz ersetzt:

" § 1. Der Liefervertrag und seine Nachträge enthalten mindestens folgende Informationen: ";

2° ein Buchstabe o) mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"o) die Kontaktdaten, einschließlich der E-Mail-Adresse, von unabhängigen Verbraucherberatungsstellen, von Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie über bestehende Maßnahmen im Bereich der Energieeffizienz, über Referenzprofile, die ihrem Energieverbrauch entsprechen, und über technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte, anhand deren ihr Verbrauch verringert werden kann, beraten werden können."

Art. 4 - In Artikel 7 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch eine Ziffer 17 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"17° die Kontaktdaten, einschließlich der E-Mail-Adresse, von Endkundenschutzvereinigungen, von Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie Informationen über bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, über vergleichbare Endkundenprofile und über objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhalten können.";

2° § 2 wird durch eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° die Kontaktdaten, einschließlich der E-Mail-Adresse, von Endkundenschutzvereinigungen, von Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie Informationen über bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, über vergleichbare Endkundenprofile und über objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhalten können.";

3° in § 4 werden die Wörter "innerhalb von sechzig Tagen nach dem Erhalt der Ablesequittung, die vom Betreiber des Verteilernetzes für den Anbieter ausgestellt wurde" durch "innerhalb von sechs Wochen, nachdem diese Änderung stattgefunden hat" ersetzt.

Art. 5 - In denselben Erlass wird ein Artikel 7bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 7bis - Die Webseiten für Privatpersonen enthalten mindestens folgende Informationen: die Kontaktdaten (einschließlich der Internet-Adressen) von Endkundenschutzvereinigungen, von Energieagenturen oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie Informationen über bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, über vergleichbare Endkundenprofile und über objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhalten können."

Art. 6 - In Artikel 24ter desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Wörter "Der Grünstromerzeuger kann" durch "Vorbehaltlich eines nach Begutachtung durch die CWaPE gefassten Erlasses des Ministers kann der Grünstromerzeuger" ersetzt;

2° § 2 und § 3, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, werden in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"§ 2. Um den garantierten Kauf der grünen Zertifikate in Anspruch zu nehmen, reicht der Grünstromerzeuger eine Akte in zwei Ausfertigungen bei der Verwaltung ein und fügt seinem Antrag das Folgende bei:

1° eine Kopie aller Dokumente, durch die die Gesamtkosten für die mit der Erzeugungsanlage verbundenen Investitionen bescheinigt werden;

2° wenn das Gütezeichen zur Herkunftsgarantie der Anlage noch nicht gewährt worden ist, eine Kopie aller Dokumente in Bezug auf die verschiedenen, für die Durchführung der Anlage erhaltenen Beihilfen, insbesondere die Investitionsbeihilfen;

3° eine die Erzeugungskosten des Grünstroms bestimmende finanzielle Analyse;

4° eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die mitgeteilten Informationen vollständig sind und für wahrhaftig und richtig erklärt werden.

Wenn die Anlage oder eine ihrer Erzeugungseinheiten beim Einreichen des Antrags noch nicht in Betrieb genommen worden ist, fügt der Antragsteller dem Antrag eine Schätzung der Daten betreffend die unter den Ziffern 1 bis 3 erwähnten Dokumente sowie die Planung der Investition und das wahrscheinliche Datum für ihre Inbetriebnahme bei.

§ 3. Innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang des Antrags nimmt die Verwaltung Kontakt mit dem Antragsteller auf und bittet die CWaPE um eine Kopie des Gütezeichens zur Herkunftsgarantie für die betroffene Anlage, wenn es bereits gewährt worden ist.

Wenn die Akte vollständig ist und nachdem dem Antragsteller angeboten worden ist, angehört zu werden, beantragt die Verwaltung die Begutachtung durch die CWaPE innerhalb von dreißig Werktagen nach dem Eingang des Antrags.

Ist die Akte nicht vollständig, so fordert die Verwaltung den Antragsteller auf, ihr die erforderlichen Dokumente zu übermitteln. Wenn die Akte vollständig ist und nachdem dem Antragsteller angeboten worden ist, angehört zu werden, beantragt die Verwaltung die Begutachtung durch die CWaPE innerhalb von dreißig Werktagen nach dem Eingang der zusätzlichen Dokumente.

In ihrem Gutachten bestimmt die CWaPE die Dauer der zu Lasten des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes bestehenden Kaufverpflichtung in Bezug auf die aus der betroffenen Anlage stammenden grünen Zertifikate.

Durch einen Erlass gewährt der Minister die Garantie für den Kauf der grünen Zertifikate innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des Gutachtens der CWaPE. Im Ministerialerlass wird die von der CWaPE festgesetzte Dauer der Kaufgarantie angegeben; der Ministerialerlass wird dem Antragsteller und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes zugestellt.

Art. 7 - Artikel 24^{quater} desselben Erlasses, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. 24^{quater} - Die Dauer der Verpflichtung, die grünen Zertifikate zu kaufen, wird von der CWaPE auf der Grundlage einer von dieser veröffentlichten Methodologie bestimmt, wobei folgende Elemente berücksichtigt werden:

1° der kumulierte Betrag des Kaufpreises der grünen Zertifikate muss es möglich machen, die Mehrkosten der Erzeugung im Verhältnis zu dem Marktpreis während der Dauer der Amortisierung der betroffenen Erzeugungseinheit bzw. Erzeugungseinheiten auszugleichen, dies einschließlich der Verzinsung des investierten Kapitals auf der Grundlage des in Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms erwähnten relevanten Rentabilitätsgrads;

2° um die Erzeugungsmehrkosten zu bestimmen, berücksichtigt die CWaPE die etwaigen Investitionsbeihilfen, die für die Durchführung der Erzeugungseinheit bzw. Erzeugungseinheiten ausgezahlt worden sind.

Wenn die Erzeugungseinheit zum Zeitpunkt der Zustellung des in Artikel 24^{ter} erwähnten Erlasses noch nicht in Betrieb genommen worden ist, gilt die Garantie für den Kauf der grünen Zertifikate durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes nur dann, wenn die Anlage innerhalb von vierundzwanzig Monaten nach diesem Tag in Betrieb genommen wird."

Art. 8 - In Artikel 24^{sexies}, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, wird der letzte Absatz aufgehoben.

Art. 9 - Artikel 24^{septies} desselben Erlasses, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. 24^{septies} - In Abweichung von den Artikeln 24^{ter} und 24^{quater} wird der bzw. den Erzeugungseinheiten, die eine Anlage bildet bzw. bilden, deren zu entwickelnde Nettoleistung höchstens zehn Kilowatt beträgt, die Garantie des Kaufes ihrer grünen Zertifikate durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes für eine Dauer von höchstens einhundertachtzig Monaten gewährt. Die Dauer der Kaufverpflichtung läuft ab dem Monat, der auf die Inbetriebnahme der betroffenen Einheit zur Erzeugung von Grünstrom folgt.

Alle zwei Jahre erstellt die CWaPE einen Bericht über die Erzeugungsmehrkosten der Anlagen, deren zu entwickelnde Nettoleistung höchstens zehn Kilowatt beträgt, um zu prüfen, ob es relevant ist, die automatische Gewährung der im ersten Absatz gewährten Garantie für die neuen Anlage aufrechtzuerhalten."

Art. 10 - Artikel 24^{octies} desselben Erlasses, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. 24^{octie} - Der Betreiber des Verteilernetzes erhält die vorherigen Anträge auf Gewährung von Bescheinigungen zur Herkunftsgarantie, von grünen Zertifikaten oder von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie bezüglich der Anlagen von photovoltaischen Solarzellen und mit einer zu entwickelnden Nettoleistung von höchstens zehn Kilowatt, die an das Netz angeschlossen sind, und für die der Vorteil des Ausgleichs zwischen den dem Verteilernetz entnommenen Strommengen und den in das Verteilernetz eingespeisten Mengen gewährt wird.

Der Betreiber des Verteilernetzes ist mit der Untersuchung dieser Anträge in Übereinstimmung mit dem von der CWaPE festgelegten Verfahren beauftragt."

Art. 11 - In denselben Erlass wird ein Artikel 24^{octies}/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 24^{octies}/1 - Den in Artikel 38 § 6^{bis} des Dekrets erwähnten Anlagen wird die Kaufgarantie für die grünen Zertifikate gemäß dem durch Artikel 24^{sexies} vorgesehenen Verfahren gewährt. In diesem Fall ist der Grünstromerzeuger in Abweichung von Artikel 24^{ter} nicht verpflichtet, eine Akte bei der Verwaltung einzureichen. In Abweichung von Artikel 24^{quater} entspricht die Dauer der Verpflichtung, die grünen Zertifikate zu kaufen, der Dauer der Gewährung der grünen Zertifikate."

Art. 12 - In Artikel 25^{bis} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter "in Artikel 37 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts" durch "in Artikel 51^{bis} des Dekrets" ersetzt;

2° in Absatz 3 werden die Wörter "Energiefonds" durch "Fonds für Energie und nachhaltige Entwicklung" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 34 desselben Erlasses werden die Wörter "Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission" durch das Wort "CwaPE" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 37^{bis} Absatz 1, eingefügt durch den Erlass vom 28. Februar 2008, werden die Wörter "gemäß Artikel 46 § 2 der Verordnung vom 19. Dezember 2002 hinsichtlich der regionalen Verwaltung des Gasmarktes" durch "gemäß Artikel 2 Ziffer 58 des Dekrets" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 45 desselben Erlasses werden die Wörter "Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission" durch das Wort "CwaPE" ersetzt.

Art. 16 - Die Artikel 5, 6, 7, 8, 9, 10 des vorliegenden Erlasses werden am 1. Juli 2014 wirksam.

Art. 17 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. September 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204576]

24 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij artikel 20;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 34, gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, 34bis, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, en 40, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 11 december 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het advies nr. CD-15f18-CWaPE-1492 van de CWaPE, gegeven op 18 juni 2015;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 57.935/2/V van de Raad van State, gegeven op 2 september 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014, wordt vervangen als volgt :

"Richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG, alsook Richtlijn 2012/27/EU van het Waals Parlement en van de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, houdende wijziging van de Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG worden bij dit besluit gedeeltelijk omgezet wat de bevoegdheden van het Waalse Gewest betreft."

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt opgeheven;

b) punt 3° wordt vervangen als volgt: "'Commissie": "plaatselijke commissie betreffende bericht van onderbreking, afgekort "Plaatselijke commissie voor energie", ingesteld bij artikel 33ter van het decreet";

c) punt 4° wordt vervangen als volgt: "'schuldbemiddelaar": de instelling erkend krachtens Deel 2, Boek 1, van Titel III van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, van Hoofdstuk I van het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 29 april 1996 betreffende de schuldbemiddeling en de afbetaling van schulden en de schuldbemiddelaar bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek";

d) punt 5° wordt vervangen als volgt: "Fonds voor energie en duurzame ontwikkeling": fonds bedoeld in artikel 51bis van het decreet;";

e) punt 8° wordt vervangen als volgt: "'technisch reglement voor het beheer van het plaatselijke vervoersnet": technisch reglement bedoeld in artikel 13 van het decreet;";

f) punt 9° wordt vervangen als volgt: "'technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten": technisch reglement bedoeld in artikel 13 van het decreet;";

g) punt 12° wordt vervangen als volgt: "toegangsregister": het register bedoeld in artikel 2, 55°, van het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest alsook de toegang daartoe, goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2011;

h) punt 13° wordt opgeheven."

Art. 3. Artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, wordt gewijzigd als volgt:

1° de zin "Het leveringscontract bevat hoe dan ook de volgende gegevens" : wordt vervangen als volgt:

" § 1. Het leveringscontract en de aanhangsels ervan bevatten hoe dan ook de volgende gegevens: ";

2° er wordt een punt o) toegevoegd, luidend als volgt:

" o) de contactgegevens, e-mail inbegrepen, van onafhankelijke adviesinstellingen voor de consumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen bij wie ze advies kunnen inwinnen over de bestaande maatregelen inzake energie-efficiëntie, de referentieprofielen die met hun energieverbruik overeenstemmen en de technische specificaties van energieapparaten die het verbruik kunnen verminderen."

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 17°, luidend als volgt :

" 17° de contactgegevens (e-mail inbegrepen) van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur. ";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

" 9° de contactgegevens (e-mail inbegrepen) van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur. ";

3° in paragraaf 4, worden de woorden "zestig dagen volgend op de datum van mededeling van de meterstand die door de netbeheerder op vraag van de leverancier wordt overgemaakt" vervangen door de woorden "zes weken nadat deze verandering plaatsgevonden heeft".

Art. 5. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *7bis*, luidend als volgt:

"Art. *7bis*. De websites bestemd voor particulieren bevatten minstens de volgende inlichtingen: de contactgegevens (e-mail inbegrepen) van verenigingen voor de bescherming van eindconsumenten, van energie-agentschappen of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur."

Art. 6. In artikel *24ter* van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "De producent van groene elektriciteit kan" vervangen door de woorden "Mits een besluit van de Minister genomen na advies van de CWaPE, kan de producent van groene elektriciteit";

2° de §§ 2 en 3, opgeheven bij besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, worden hersteld als volgt:

"§ 2. Om de garantie van aankoop van de groene certificaten te genieten, dient de producent van groene elektriciteit een dossier in twee exemplaren bij het bestuur in en voegt hij bij zijn aanvraag:

1° een afschrift van alle documenten als bewijs van de globale prijs van de investeringen betreffende de productie-installatie;

2° een afschrift van alle documenten betreffende de verschillende tegemoetkomingen ontvangen voor de uitvoering van de installatie, met name de steun tot investering, indien het certificaat van garantie van oorsprong nog niet verleend is;

3° een financiële analyse tot bepaling van de productiekosten voor groene elektriciteit;

4° een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de verstrekte informatie volledig is en voor echt verklaard werd;

Als de aanvraag ingediend wordt terwijl de installatie of één van haar productie-eenheden nog niet in bedrijf gesteld is, voegt de aanvrager bij zijn aanvraag een projectie van de gegevens betreffende de stukken bedoeld onder 1° tot 3°, alsook van de planning van de investering en de vermoedelijke datum van haar inbedrijfstelling.

§ 3. Binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag neemt het bestuur contact met de aanvrager op en vraagt het de CWaPE een afschrift van het certificaat van garantie van oorsprong van de betrokken installatie indien het reeds verleend is.

Als het dossier volledig is en indien de aanvrager gehoord heeft kunnen worden, vraagt de CWaPE om advies binnen dertig werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

Als het dossier onvolledig is, verzoekt het bestuur er de aanvrager om de vereiste documenten over te maken. Wanneer het dossier volledig is en indien de aanvrager gehoord heeft kunnen worden, vraagt de CWaPE om advies binnen dertig werkdagen na ontvangst van de aanvullende documenten.

In haar advies bepaalt de CWaPE de duur van de koopverplichting ten laste van de beheerder van het plaatselijke transmissienet voor de groene certificaten afkomstig van de betrokken installatie.

Binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de CWaPE kent de Minister bij besluit de garantie van aankoop van de groene certificaten toe. Het ministerieel besluit vermeldt de duur van de garantie van aankoop die door de CWaPE vastgesteld is; de aanvrager en de beheerder van het plaatselijke transmissienet nemen kennis van bedoeld besluit."

Art. 7. Artikel *24quater* van hetzelfde besluit, opgeheven bij besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, wordt hersteld als volgt:

"Art. *24quater*. De duur van de verplichting van aankoop van de groene certificaten wordt door de CWaPE op grond van een door haar bekendgemaakte methodologie bepaald rekening houdende met de volgende elementen:

1° het gecumuleerde bedrag van de aankooprijzen van de groene certificaten moet het mogelijk maken de meerkosten van de productie ten opzichte van de marktprijs tijdens de afschrijvingsduur van de eenheid of de betrokken productie-eenheden te compenseren, met inbegrip van de bezoldiging van het geïnvesteerde kapitaal tegen het referentie-rentabiliteitspercentage bedoeld in artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

2° om de meerkosten van de productie te bepalen houdt de CWaPE rekening met de eventuele investeringssteun gestort voor de uitvoering van de eenheid of van de betrokken productie-eenheden.

Indien de productie-eenheid op de datum van kennisgeving van het in artikel *24ter* bedoelde besluit nog niet uitgevoerd wordt, geldt de garantie van aankoop van de groene certificaten door de beheerder van het plaatselijke transmissienet slechts indien de installatie binnen vierentwintig maanden na die datum in bedrijf wordt gesteld."

Art. 8. In artikel *24sexies*, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, wordt het laatste lid opgeheven.

Art. 9. Artikel *24septies* van hetzelfde besluit, opgeheven bij besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, wordt hersteld als volgt:

"Art. *24septies*. In afwijking van de artikelen *24ter* en *24quater* komen de eenheid of productie-eenheden van een installatie met een ontwikkelbaar nettovermogen van minder dan of gelijk aan 10 kW voor de duur van 180 maanden in aanmerking voor de garantie van aankoop van hun groene certificaten door de beheerder van het plaatselijke vervoersnet. De duur van de aankoopverplichting gaat in de maand na de inbedrijfstelling van de bedoelde eenheid voor groene elektriciteitsproductie.

De CWaPE maakt om de twee jaar een verslag op over de productiemeerkosten van de installaties met een ontwikkelbaar nettovermogen van minder dan of gelijk aan 10 kW om te onderzoeken of het relevant is de automatische toekenning van de in het eerste lid bedoelde garantie voor de nieuwe installaties te handhaven."

Art. 10. Artikel *24octies* van hetzelfde besluit, opgeheven bij besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, wordt hersteld als volgt:

"Art. *24octies*. De distributienetbeheerder ontvangt de voorafgaande aanvragen tot toekenning van certificaten van garantie van oorsprong, de groene certificaten of labels van garantie van oorsprong betreffende de installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen met een ontwikkelbaar nettovermogen van 10kW of minder, die aangesloten zijn op het netwerk en in aanmerking komen voor de compensatie tussen de hoeveelheden elektriciteit opgenomen en geïnjecteerd op het distributienet.

De distributienetbeheerder moet die aanvragen onderzoeken overeenkomstig de procedure bepaald door de CWaPE. »..

Art. 11. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *24octies/1*, luidend als volgt:

"Art. *24octies/1*. De in artikel 38, § *6bis*, van het decreet bedoelde installaties genieten overeenkomstig de in artikel *24sexies* bedoelde procedure de aankoopgarantie voor de groene certificaten. In afwijking van artikel *24ter* heeft de producent van groene elektriciteit in dit geval niet de verplichting om een dossier bij het bestuur in te dienen. In afwijking van artikel *24quater* is de duur van de verplichting tot aankoop van de groene certificaten voor die installaties gelijk aan de duur van toekenning van de groene certificaten."

Art. 12. In artikel 25*bis* van hetzelfde besluit ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "artikel 37 van het decreet 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt" vervangen door de woorden "artikel 51*bis* van het decreet.";

2° in het derde lid, worden de woorden "Energiefonds" vervangen door de woorden "Fonds voor energie en duurzame ontwikkeling".

Art. 13. In artikel 34 van hetzelfde besluit wordt het woord "CREG" vervangen door het woord "CWaPE".

Art. 14. In artikel 37*bis*, eerste lid, ingevoegd bij het besluit van 28 februari 2008 worden de woorden "artikel 46, § 2, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt" vervangen door de woorden "artikel 2, 58°, van het decreet".

Art. 15. In artikel 45 van hetzelfde besluit wordt het woord "CREG" vervangen door het woord "CWaPE".

Art. 16. De artikelen 5, 6, 7, 8, 9 en 10 van dit besluit hebben uitwerking op 1 juli 2014.

Art. 17. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204577]

24 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 32, 33 modifiés par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Vu l'avis n° CD-15f18-CWaPE-1493 de la CWaPE donné le 18 juin 2015;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.934/2/V du Conseil d'État, donné le 2 septembre, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz est remplacé par ce qui suit :

« Le présent arrêté assure, pour ce qui concerne les compétences de la Région wallonne, la transposition partielle de la Directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la Directive 2003/55/CE ainsi que de la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE. ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est abrogé;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit : « Commission » : commission locale pour la prévention des coupures et des interruptions de fourniture, en abrégé « commission locale pour l'énergie », instituée par l'article 31*quater* du décret »;

c) le 4° est remplacé par ce qui suit : « médiateur de dettes » : l'institution agréée en application de la partie 2, livre 1^{er}, du titre III du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, du Chapitre I du décret de la Communauté germanophone du 29 avril 1996 concernant la médiation et l'apurement de dettes et le médiateur visé à l'article 1675/17 du Code judiciaire »;

d) le 5° est remplacé par ce qui suit : « Fonds énergie et du développement durable » : fonds visé à l'article 51*bis* du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité »;

e) le 11° est remplacé par ce qui suit : « registre d'accès » : le registre visé à l'article 2, 44°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz en Région wallonne et l'accès à ceux-ci »;

f) le 12° est abrogé.

Art. 3. L'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, est modifié comme suit :

1° la phrase « Le contrat de fourniture contient, au minimum, les informations suivantes » est remplacée comme suit :

« § 1^{er}. Le contrat de fourniture et ses avenants contiennent, au minimum, les informations suivantes : »;

2° un o) rédigé comme suit est ajouté :

« o) les coordonnées de contact, en ce compris l'adresse de courrier électronique, d'organismes indépendants de conseil aux consommateurs, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auprès desquels ils peuvent obtenir des conseils sur les mesures existantes en matière d'efficacité énergétique, sur les profils de référence correspondant à leur consommation d'énergie et sur les spécifications techniques d'appareils consommateurs d'énergie qui peuvent permettre d'en réduire la consommation. ».